



CONDITIONS GENERALES

PARKINGS KEMPINSKI & PLANTAMOUR
Version exhaustive - Valable dès le 1^{er} juillet 2018

TABLE DES MATIERES

1. GENERALITES	4
ARTICLE 1: ACCEPTATION DES CONDITIONS GÉNÉRALES	4
ARTICLE 2: MISE À DISPOSITION DES CONDITIONS GÉNÉRALES	4
ARTICLE 3: MODIFICATION DES CONDITIONS GÉNÉRALES	4
ARTICLE 4: EQUIPE PARKGEST	4
ARTICLE 5: BASES LÉGALES DE CIRCULATION ET DE STATIONNEMENT	4
2. ACCESSIBILITE	4
ARTICLE 6: VÉHICULES AUTORISÉS	4
ARTICLE 7: HEURES D'OUVERTURE	5
ARTICLE 8: ENTRÉES	5
ARTICLE 9: SORTIES	5
ARTICLE 10: SANCTIONS & INDEMNISATIONS	5
3. SIGNALÉTIQUE	6
ARTICLE 11: SIGNALÉTIQUE INTÉRIEURE	6
4. CIRCULATION	6
ARTICLE 12: CIRCULATION DES VÉHICULES	6
ARTICLE 13: LIMITATION DE VITESSE	6
ARTICLE 14: RÉPARATION D'UN VÉHICULE	6
ARTICLE 15: DÉPLACEMENTS DES PIÉTONS	6
ARTICLE 16: SANCTIONS & INDEMNISATIONS	7
5. STATIONNEMENT	7
ARTICLE 17: STATIONNEMENT DES VÉHICULES	7
ARTICLE 18: CASES RÉSERVÉES AUX PERSONNES À MOBILITÉ RÉDUITE	8
ARTICLE 19: AUTRES CASES RÉSERVÉES	8
ARTICLE 20: STATIONNEMENT LONGUE DURÉE (PÉRIODE SUPÉRIEURE À 30 JOURS)	8
ARTICLE 21: IMMATRICULATION DES VÉHICULES	8
ARTICLE 22: DÉPLACEMENT DE VÉHICULES	8
ARTICLE 23: SANCTIONS & INDEMNISATIONS	8
6. OBLIGATIONS DE COMPORTEMENT	9
ARTICLE 24: RESPECT D'AUTRUI	9
ARTICLE 25: TRAFIC DE DENRÉES, MENDICITÉ, COLPORTAGE, ETC.	10
ARTICLE 26: MANIFESTATIONS	10
ARTICLE 27: AFFICHAGE & TRACTS	10
ARTICLE 28: PROPRIÉTÉ	10
ARTICLE 29: OBJETS TROUVÉS	10
ARTICLE 30: PRÉSERVATION DES BIENS	10
ARTICLE 31: PRÉSERVATION DES BIENS DES USAGERS	10
ARTICLE 32: SANCTIONS & INDEMNISATIONS	11
7. SECURITE - PREVENTION	11
ARTICLE 33: PROTECTION INCENDIE	11
ARTICLE 34: CONTRÔLE DES USAGERS	11
ARTICLE 35: CAPACITÉ DE CONDUITE	11
ARTICLE 36: SANCTIONS & INDEMNISATIONS	11
8. SECURITE - INCIDENTS	12
ARTICLE 37: DÉCOUVERTE D'UN DANGER OU D'UN SINISTRE	12

ARTICLE 38: EVACUATION DES LIEUX.....	12
ARTICLE 39: ESCALIERS & ASCENSEURS.....	12
ARTICLE 40: INTERDICTION TEMPORAIRE D'ACCÈS.....	12
ARTICLE 41: CONTRÔLE DES USAGERS.....	12
9. ACCES HORAIRE	12
ARTICLE 42: DURÉE DE STATIONNEMENT.....	12
ARTICLE 43: DÉLAI DE SORTIE IMMÉDIATE.....	12
ARTICLE 44: UTILISATION DU TICKET HORAIRE.....	13
ARTICLE 45: TARIFICATION HORAIRE & PAIEMENT.....	13
ARTICLE 46: PERTE DU TICKET HORAIRE D'ENTRÉE.....	13
ARTICLE 47: PERTE DU TICKET HORAIRE DE SORTIE.....	13
ARTICLE 48: QUITTANCE DE PAIEMENT DE TARIFICATION HORAIRE.....	13
ARTICLE 49: INCAPACITÉ DE PAIEMENT.....	14
ARTICLE 50: DÉLAI DE CARENCE.....	14
ARTICLE 51: SANCTIONS & INDEMNISATIONS.....	14
10. ACCES PERMANENT	15
ARTICLE 52: SERVICE COMMERCIAL.....	15
ARTICLE 53: ATTRIBUTION DU DROIT D'ACCÈS PERMANENT À UNE PERSONNE MORALE.....	15
ARTICLE 54: ATTRIBUTION DU DROIT D'ACCÈS PERMANENT À UNE PERSONNE PHYSIQUE.....	15
ARTICLE 55: USAGE DE LA CARTE OU DU BADGE D'ACCÈS PERMANENT.....	16
ARTICLE 56: ACCÈS PERMANENT SUR UN CRÉNEAU HORAIRE LIMITÉ.....	16
ARTICLE 57: ACCÈS PERMANENT AVEC UN EMPLACEMENT RÉSERVÉ.....	16
ARTICLE 58: ACCÈS PERMANENT SUR UNE DURÉE DÉTERMINÉE.....	16
ARTICLE 59: ACCÈS NON PRIORITAIRE.....	16
ARTICLE 60: TARIFICATION DE L'ACCÈS PERMANENT & PAIEMENT.....	17
ARTICLE 61: QUITTANCE DE PAIEMENT DE L'ACCÈS PERMANENT.....	17
ARTICLE 62: CARTE OU BADGE D'ACCÈS PERMANENT ÉGARÉ/E OU VOLÉ/E.....	17
ARTICLE 63: CARTE OU BADGE D'ACCÈS PERMANENT OUBLIÉ/E.....	17
ARTICLE 64: RÉSILIATION.....	17
ARTICLE 65: SANCTIONS & INDEMNISATIONS.....	17
11. PROTECTION DES DONNEES.....	18
ARTICLE 66: DROIT APPLICABLE.....	18
ARTICLE 67: VIDÉOSURVEILLANCE.....	18
ARTICLE 68: AUDIOPHONIE.....	18
ARTICLE 69: DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL.....	18
ARTICLE 70: CARTES BANCAIRES.....	18
12. RESPONSABILITES.....	18
ARTICLE 71: RESPONSABILITÉS DE LA SOCIÉTÉ.....	18
ARTICLE 72: RESPONSABILITÉS DES USAGERS.....	19
13. ASPECTS COMPTABLES & JURIDIQUES.....	19
ARTICLE 73: RÈGLES DE FACTURATION ET DE PAIEMENTS.....	19
ARTICLE 74: DROIT APPLICABLE & FOR.....	19
14. CONTACTS.....	19



1. GENERALITES

ARTICLE 1: ACCEPTATION DES CONDITIONS GÉNÉRALES

Toute demande de stationnement, matérialisée par le fait de faire pénétrer un véhicule dans les Parkings [Kempinski & Plantamour](#) (dit les Parkings), implique l'acceptation, sans restriction ni réserve, des présentes conditions générales. L'accès aux Parkings par un piéton a le même effet.

ARTICLE 2: MISE À DISPOSITION DES CONDITIONS GÉNÉRALES

Les présentes conditions générales sont disponibles au centre de contrôle et au service commercial (cf. chapitre 14), et consultables sous www.parkgest.ch.

ARTICLE 3: MODIFICATION DES CONDITIONS GÉNÉRALES

Toute modification des présentes conditions générales entre en vigueur dès la mise à disposition de la nouvelle version du présent document au centre de contrôle ou au service commercial, ainsi que sous www.parkgest.ch.

ARTICLE 4: EQUIPE PARKGEST

Les usagers doivent respecter en tout temps les consignes et les instructions du personnel des Parkings qui prévalent sur les règles générales et la signalétique. Par usagers, il faut comprendre le conducteur et les passagers d'un véhicule.

Ce personnel peut être présent sur place ou être localisé dans le centre de contrôle de PARKGEST, situé au parking du Pont du Mont-Blanc. Il est atteignable au moyen des interphones disposés dans les bornes d'entrées, de sorties et aux caisses automatiques ainsi qu'au numéro de téléphone : +41 (0)22 316 08 50.

Le service commercial peut être contacté via le numéro de téléphone +41 (0)22 316 08 84 ou l'adresse courriel parkingkempinski@parkgest.ch.

De plus amples informations sont disponibles au chapitre 14.

ARTICLE 5: BASES LÉGALES DE CIRCULATION ET DE STATIONNEMENT

La circulation et le stationnement dans les Parkings sont régis par la loi sur la circulation routière (LCR du 19 décembre 1958 ; RS 741.01), ainsi que par ses ordonnances et ses dispositions d'application ainsi que par la législation cantonale.

Les voies d'accès, de circulation intérieure et les cases de stationnement des Parkings destinées aux usagers sont assimilables au « domaine public ».

2. ACCESSIBILITE

ARTICLE 6: VÉHICULES AUTORISÉS

Les Parkings sont un espace privé, non-fumeur, qui ouvre ses portes au public. Ils sont exclusivement destinés au stationnement payant de véhicules automobiles légers (max. 2.5T) y accédant muni d'un ticket horaire (cf. chapitre 9) ou d'une carte d'accès permanent (cf. chapitre 10). Le véhicule doit être en bon état de fonctionnement, à énergie électrique ou à carburants essence ou diesel, et d'une hauteur maximale, incluant toute adjonction (p.ex. coffre de toit, vélos, antennes), de 1.90 mètre.

Les véhicules à 3 ou 4 roues, roadsters et quads inclus, sont autorisés.



Est strictement interdit l'usage de :

- Véhicules à 2 roues, motorisés ou non (sauf autorisation expresse) ;
- Véhicules ne fonctionnant ni à l'énergie électrique, ni à carburant 'essence ou diesel, notamment au gaz propane liquide (GPL), au gaz naturel ou au gaz butane ou à l'hydrogène ;
- Véhicules tractés (remorques en tout genre, caravanes incluses) ; - (sauf autorisation expresse) ;
- Gyropodes, trottinettes, rollers et planches à roulettes.

ARTICLE 7: HEURES D'OUVERTURE

Les Parkings sont ouverts sans interruption, 24 heures sur 24, tous les jours, dimanches et jours fériés compris, sauf lors de manifestations publiques ou en cas de force majeure.

ARTICLE 8: ENTRÉES

L'entrée des Parkings est de type automatique. Elle peut être autorisée par :

- La distribution à l'usager d'un ticket de stationnement horodaté à la borne d'entrée au passage du véhicule ;
- L'insertion de la carte d'accès permanent à durée déterminée ou de la carte d'accès permanent sur un créneau horaire limité dans la borne d'entrée au passage du véhicule ;

L'exécution d'une de ces opérations déclenche alors l'ouverture de la barrière.

L'entrée dans les Parkings ne peut pas être provoquée par l'insertion d'une carte de crédit dans la borne d'entrée au passage du véhicule.

En cas de nécessité, les tickets peuvent exceptionnellement être remis manuellement aux usagers.

ARTICLE 9: SORTIES

La sortie des Parkings est de type automatique. Elle peut être autorisée par :

- L'insertion dans la borne de sortie du ticket de stationnement horodaté, après paiement aux caisses (automatiques ou manuelles). Après introduction, le ticket sera absorbé par la borne de sortie ;
- L'insertion de la carte d'accès permanent à durée déterminée ou de la carte d'accès permanent sur un créneau horaire limité dans la borne de sortie au passage du véhicule ;
- La prise en compte par radio fréquence, ou l'application sur la borne de sortie ou encore l'insertion dans celle-ci, de la carte d'accès permanent.

ARTICLE 10: SANCTIONS & INDEMNISATIONS

En cas d'usage d'un véhicule interdit dans les Parkings, la société se réserve le droit, en fonction du type de véhicule, de l'immobiliser à l'aide d'un sabot ou de le faire évacuer aux frais du détenteur ou du conducteur. En outre, la société facturera au contrevenant, en sus du prix du stationnement, un émolument forfaitaire de CHF 30,- pour le travail généré.

En cas de toute sortie de véhicule sans paiement du montant dû, la société facturera au contrevenant, en sus du prix du stationnement, le paiement des coûts engendrés mais également tout dommage qu'elle pourrait avoir encouru de son fait. Elle se réserve le droit de porter plainte pénale (obtention frauduleuse de prestations, voire dommage à la propriété).

En cas de violation grave ou d'infractions répétées des règles mentionnées dans le chapitre ci-dessus, la société se réserve le droit de prononcer immédiatement à son encontre une interdiction d'accès au Parking d'une durée maximum de 3 ans. En cas de violation de cette interdiction, la société pourra déposer plainte pénale pour violation de domicile.



3. SIGNALÉTIQUE

ARTICLE 11: SIGNALÉTIQUE INTÉRIEURE

En complément aux bases légales (cf. article 5), les usagers doivent se conformer à la signalétique spécifique, fixe ou temporaire, mise en place par l'exploitant.

4. CIRCULATION

ARTICLE 12: CIRCULATION DES VÉHICULES

Les usagers doivent notamment :

- Conserver en permanence la maîtrise de leur véhicule ;
- Allumer les feux de croisement de leur véhicule lorsqu'ils circulent dans les Parkings ;
- Suivre les voies de circulation (et donc ne jamais couper à travers les cases de stationnement) ;
- Respecter les sens de circulation ;
- Ne pas rebrousser chemin ;
- Ne pas démarrer ou freiner en laissant des marques de pneus ;
- Ne pas manœuvrer avec la porte de hayon ouvert (risque d'endommagement des sprinklers) ;
- Arrêter leur moteur en cas d'attente prolongée.

ARTICLE 13: LIMITATION DE VITESSE

La vitesse est limitée à 10 km/h non seulement dans l'ensemble des Parkings mais également dans les rampes d'accès. Au vu du nombre de véhicules en cours de stationnement, et de déplacement de piétons, il est impératif de circuler prudemment et lentement.

ARTICLE 14: RÉPARATION D'UN VÉHICULE

En cas de dysfonctionnement d'un véhicule nécessitant une intervention, il convient d'aviser le centre de contrôle afin d'obtenir une assistance pour sécuriser la zone (p.ex. changement d'un pneu crevé) et/ou si nécessaire organiser l'intervention d'un véhicule de dépannage.

En cas de panne de batterie, le centre de contrôle met gracieusement à la disposition de l'utilisateur un booster que celui-ci peut connecter à son propre véhicule sous son entière responsabilité. Le personnel des Parkings n'est pas autorisé à connecter ledit booster au véhicule de l'utilisateur.

ARTICLE 15: DÉPLACEMENTS DES PIÉTONS

Les piétons doivent se déplacer prudemment.

Il est notamment interdit de :

- Traverser les cases de stationnement ;

Les piétons doivent obligatoirement sortir des Parkings et revenir dans les Parkings via les entrées/sorties piétons. Il est strictement interdit d'accéder ou de sortir des Parkings via les rampes d'entrées/sorties véhicules sans être dans un véhicule. Il est également interdit de sortir des Parkings par les sorties de secours lorsque leur utilisation n'est pas nécessaire.

Les animaux doivent être tenus en laisse et ne pas provoquer la gêne des usagers.

La société décline toute responsabilité en cas d'accident.



ARTICLE 16: SANCTIONS & INDEMNISATIONS

En cas de violation ou d'infraction des règles de circulation mentionnées dans le chapitre ci-dessus, la société facturera au contrevenant, en sus du prix du stationnement, le paiement des coûts engendrés. Elle se réserve le droit de dénoncer le contrevenant à l'autorité compétente.

La société facturera tout dommage qu'elle pourrait avoir encouru de son fait. Elle se réserve le droit de porter plainte pénale (dommage à la propriété).

En cas de violation grave ou d'infractions répétées, la société se réserve le droit de prononcer immédiatement à son encontre une interdiction d'accès aux Parkings d'une durée maximum de 3 ans. En cas de violation de cette interdiction, la société pourra déposer plainte pénale pour violation de domicile.

5. STATIONNEMENT

ARTICLE 17: STATIONNEMENT DES VÉHICULES

Les véhicules doivent être stationnés correctement sur l'une des cases prévues à cet effet et tracées au sol, un seul véhicule étant autorisé par case.

Il est notamment interdit de stationner :

- Hors d'une et une seule case ;
- Dans les voies de circulation véhicules ;
- Sur les rampes d'accès ou de sortie véhicules ;
- Devant les entrées/sorties piétons
- Devant les portes des sorties de secours ;
- Devant les portes des locaux techniques.

Avant de sortir des Parkings à pied, les usagers doivent notamment :

- Positionner le véhicule au centre de la case avec les roues droites ;
- Si boîte automatique, positionner le levier de vitesse sur la position « Parking » ;
- Si boîte mécanique, enclencher une vitesse ;
- Enclencher le frein à main ;
- Couper le moteur ;
- Retirer la clé de contact ;
- Verrouiller les portes, les vitres et le coffre ;
- Quitter les locaux de parcage sitôt après avoir stationné leur véhicule.

Il est notamment interdit aux usagers et à toute autre personne :

- De toucher le matériel d'entretien et de sécurité des Parkings ;
- D'utiliser les prises électriques ou de se brancher sur le réseau électrique ;
- De laver un véhicule ;
- D'effectuer des travaux de n'importe quelle nature sur les véhicules à l'intérieur des Parkings ;
- D'entreposer dans les Parkings des carburants et objets inflammables de tous genres ;
- De garer des véhicules dont les équipements mécaniques, électriques ou hydrauliques (p.ex. moteur, réservoirs, radiateur, carters, batteries) sont défectueux ;
- De se garer en marche arrière (échappement sur les murs, risques de chocs, notamment avec les gaines d'aération) ;
- De déposer dans les Parkings, sauf dans les poubelles prévues à cet effet, tout objet, déchet ou autre matière susceptible de nuire à la propreté et à l'ordre des Parkings ;



- De tester des moteurs ou de les laisser tourner en particulier pour les besoins des systèmes de chauffage ou de climatisation (danger d'émanation) ;
- De laisser tout enfant, autre personne dépendante ou animal dans le véhicule.

Il est par ailleurs fortement déconseillé de déposer de manière visible des objets dans le véhicule.

En cas de nécessité, la société se réserve le droit de prendre les mesures qu'elle jugera appropriées ce aux risques et frais de l'utilisateur.

ARTICLE 18: CASES RÉSERVÉES AUX PERSONNES À MOBILITÉ RÉDUITE

Les Parkings sont pourvus de 3 larges cases réservées aux personnes à mobilité réduite disposant d'une autorisation officielle. Il est strictement interdit de stationner sans le signe distinctif ad hoc justifié qui doit être déposé de manière bien visible derrière le pare-brise. Ce signe distinctif doit obligatoirement concerner le conducteur ou un passager du véhicule.

ARTICLE 19: AUTRES CASES RÉSERVÉES

Les autres cases réservées doivent faire l'objet de l'utilisation strictement conforme à la signalétique qui leur est attribuée.

ARTICLE 20: STATIONNEMENT LONGUE DURÉE (PÉRIODE SUPÉRIEURE À 30 JOURS)

Pour des questions de sécurité, tout stationnement longue durée du véhicule d'un client utilisant un ticket journalier ou une carte d'accès permanent, doit être annoncé au centre de contrôle ou au service commercial à l'arrivée.

ARTICLE 21: IMMATRICULATION DES VÉHICULES

Le parcage de véhicule démunie de plaques d'immatriculation est strictement interdit et entraînera la mise en fourrière immédiate du véhicule concerné (article 20 de l'ordonnance sur les règles de la circulation routière - OCR) aux frais de son propriétaire.

ARTICLE 22: DÉPLACEMENT DE VÉHICULES

La société se réserve le droit de déplacer exceptionnellement un véhicule correctement stationné à des fins d'entretien de l'ouvrage ou en cas de force majeure.

La société se réserve le droit de déplacer un véhicule mal stationné à des fins d'exploitation ou en cas de force majeure.

ARTICLE 23: SANCTIONS & INDEMNISATIONS

Dans le cas d'un véhicule stationné partiellement ou totalement hors de sa case, la société se réserve le droit de l'immobiliser à l'aide d'un sabot ou de le faire évacuer aux frais du détenteur ou du conducteur. L'utilisateur devra s'acquitter, en sus du prix du stationnement, d'un émolument forfaitaire de CHF 30.-- pour le travail généré.

Dans le cas d'un véhicule stationné à cheval sur deux cases, la société se réserve le droit de l'immobiliser à l'aide d'un sabot ou de le faire évacuer aux frais du détenteur ou du conducteur. En outre, l'utilisateur devra acquitter, en sus du prix du ticket, une indemnité forfaitaire équivalente au prix de celui-ci (ou équivalent pour les titulaires de carte d'accès permanent) ainsi qu'un émolument forfaitaire de CHF 30.-- pour le travail généré.

Dans le cas d'un véhicule stationné avec un enfant ou tout autre personne dépendante à l'intérieur, la société se réserve le droit de faire appel aux autorités compétentes. Il en est de même dans le cas d'un véhicule stationné avec un animal.



Dans le cas d'un véhicule stationné et fermé dont le moteur est toujours en marche, la société se réserve le droit de l'immobiliser à l'aide d'un sabot ou la société se réserve le droit de faire appel aux autorités compétentes afin de faire ouvrir le véhicule et de couper le moteur. Le véhicule est alors évacué aux frais du détenteur ou du conducteur. La société facturera à l'utilisateur un émoulement forfaitaire de CHF 30.-- pour le travail généré.

Dans le cas d'un véhicule stationné sans frein à main, la société se réserve le droit de l'immobiliser à l'aide d'un sabot ou de le faire évacuer aux frais du détenteur ou du conducteur. La société facturera à l'utilisateur les frais d'intervention qu'elle aura à régler pour son compte ainsi qu'un émoulement forfaitaire de CHF 30.-- pour le travail généré.

Dans le cas d'un véhicule dont l'un des équipements est défectueux, la société se réserve le droit de l'immobiliser à l'aide d'un sabot ou de le faire évacuer aux frais du détenteur ou du conducteur. La société se réserve en outre le droit d'exiger du détenteur ou du conducteur du véhicule le paiement de tout dommage direct ou indirect, notamment à des tiers, qu'elle pourrait avoir encouru de son fait (p.ex. accident corporels, frais de nettoyage en cas de fuite de liquides, frais de remise en état, etc.).

Dans le cas d'un véhicule stationné sans signe distinctif ad hoc ou avec un signe distinctif non justifié sur une case réservée aux personnes à mobilité réduite, la société se réserve le droit de l'immobiliser à l'aide d'un sabot ou de le faire évacuer aux frais du détenteur ou du conducteur. En outre, l'utilisateur devra acquitter, en sus du prix du stationnement, un émoulement forfaitaire de CHF 60.-- pour le travail généré. Elle se réserve le droit de dénoncer le contrevenant à l'autorité compétente.

Dans le cas d'un véhicule stationné sur les autres cases réservées, la société se réserve le droit de l'immobiliser à l'aide d'un sabot ou de le faire évacuer aux frais du détenteur ou du conducteur.

Dans le cas d'un véhicule stationné avec un signe distinctif ad hoc sur une case réservée aux personnes à mobilité réduite mais dont le conducteur ou tous les passagers démontrent une mobilité non réduite, la société se réserve le droit de dénoncer le contrevenant à l'autorité compétente.

Dans le cas d'un véhicule stationné sans plaque d'immatriculation, la société se réserve le droit de le faire évacuer immédiatement et de facturer ensuite les frais d'enlèvement en sus du montant de la location.

En cas de violation grave ou d'infractions répétées des règles mentionnées dans le chapitre ci-dessus, la société se réserve le droit de dénoncer le contrevenant à l'autorité compétente et de prononcer immédiatement à son encontre une interdiction d'accès aux Parkings d'une durée maximum de 3 ans. En cas de violation de cette interdiction, la société pourra déposer plainte pénale pour violation de domicile.

6. OBLIGATIONS DE COMPORTEMENT

ARTICLE 24: RESPECT D'AUTRUI

Dans l'exercice de ses fonctions, le personnel des Parkings se doit d'être serviable et courtois envers les usagers et il est instruit dans ce sens, des sanctions pouvant le cas échéant être prises en cas de comportement inadapté.

De leur côté, il est attendu des usagers qu'ils respectent la personnalité des collaborateurs et fassent preuve de compréhension en cas d'éventuel désagrément, adoptant une attitude courtoise et s'abstenant de toute agression verbale (insulte / esclandre) et/ou physique. En particulier, il est interdit de filmer ou photographier le personnel dans l'exercice de ses fonctions. Toute infraction à cette règle sera dénoncée (cf. article 32), à moins que l'image ne soit supprimée sur le champ.



ARTICLE 25: TRAFIC DE DENRÉES, MENDICITÉ, COLPORTAGE, ETC.

Seuls les usagers (clients et passagers des véhicules) et les collaborateurs des Parkings ainsi que ses prestataires et les services publics ont accès aux Parkings.

Le trafic et la consommation de denrées, prohibées ou non, la mendicité, le colportage, le racolage, l'exhibitionnisme sont strictement interdits.

L'occupation « squat » des parties communes, notamment les marches d'escaliers, est également strictement interdite.

ARTICLE 26: MANIFESTATIONS

Les attroupements festifs (dont spectacles de rues) et l'expression ostentatoire d'actes religieux sont interdits dans le Parking

ARTICLE 27: AFFICHAGE & TRACTS

L'affichage, la distribution de tout document (notamment les tracts) et les manifestations sont strictement interdits, sauf autorisation expresse des Parkings.

ARTICLE 28: PROPRETÉ

La plus grande propreté est à observer dans l'enceinte des Parkings. Il est strictement interdit de jeter des immondices, de cracher (notamment des chewing-gums), d'abandonner des sacs poubelles ou tout autre objet destinés à une déchetterie, de jeter des papiers et de vider les cendriers des véhicules sur le sol. Les poubelles mises à disposition ne sont pas destinées à recueillir les déchets encombrants ou provenant de la vie domestique.

Les animaux doivent être tenus en laisse et ne pas provoquer la gêne des autres usagers. Leurs déjections doivent être ramassées par leurs détenteurs.

Les déjections humaines sont strictement interdites.

ARTICLE 29: OBJETS TROUVÉS

En cas de perte d'objets personnels, le propriétaire peut contacter le centre de contrôle ou le service commercial (cf. chapitre 14). Les Parkings ne sont pas responsables de la garde des objets trouvés.

ARTICLE 30: PRÉSERVATION DES BIENS

Il est attendu des usagers qu'ils respectent l'ouvrage et les biens liés à son exploitation.

Toute déprédation est strictement interdite (p. ex. manipulation ou casse de caméras, rayures et impacts sur les parois d'ascenseurs et les escalators, casse ou rayures de vitrages publicitaires, casse ou rayures des verrières de sorties piétons, dommages aux caisses automatiques, dommages à la signalétique, tags, etc.).

Tout usager occasionnant un dommage aux infrastructures a l'obligation d'en informer immédiatement le centre de contrôle des Parkings.

ARTICLE 31: PRÉSERVATION DES BIENS DES USAGERS

Il est attendu des usagers qu'ils respectent les véhicules tiers stationnés.

Tout usager occasionnant un dommage à un autre véhicule a l'obligation d'en informer immédiatement le centre de contrôle des Parkings.



Les recherches de vidéosurveillance subséquentes demandées par l'autorité compétente dans le cadre d'une plainte pénale par un usager sont considérées comme une prestation supplémentaire. A ce titre, elles seront facturées en fonction du temps passé.

ARTICLE 32: SANCTIONS & INDEMNISATIONS

En cas de violation ou d'infraction des obligations de respect d'autrui mentionnées dans l'article 24 ci-dessus, la société soutiendra le collaborateur dans les démarches pénales qu'il entreprendra et se réserve le droit de se porter partie civile.

En cas de violation ou d'infraction des obligations de comportement mentionnées dans les articles 25 à 30 ci-dessus, la société facturera au contrevenant, en sus du prix du stationnement, le paiement des coûts engendrés mais également tout dommage qu'elle pourrait avoir encouru de son fait. Elle se réserve le droit de porter plainte pénale (dommage à la propriété).

En cas de violation grave ou d'infractions répétées, la société se réserve le droit de prononcer immédiatement à son encontre une interdiction d'accès aux Parkings d'une durée maximum de 3 ans. En cas de violation de cette interdiction, la société pourra déposer plainte pénale pour violation de domicile.

7. SECURITE - PREVENTION

ARTICLE 33: PROTECTION INCENDIE

Les Parkings sont uniquement et strictement réservés à l'usage de véhicules en bon état de fonctionnement (risque de court-circuit, incendie moteur). C'est également un espace non-fumeur.

Les Parkings sont équipés d'une installation fixe d'extinction automatique à l'eau nommée également sprinkler. Il est strictement interdit de toucher les buses situées sur les canalisations au plafond.

L'usage des extincteurs est strictement réservé en cas d'incendie.

ARTICLE 34: CONTRÔLE DES USAGERS

Le personnel des Parkings effectue des contrôles de sécurité. Sur demande, il appartiendra aux usagers de présenter leur ticket horaire ou la carte d'accès aux Parkings, le permis de circulation du véhicule ainsi que l'attestation de location de voiture le cas échéant.

ARTICLE 35: CAPACITÉ DE CONDUITE

Tout conducteur doit être à même de maîtriser son véhicule et ne pas être sous l'emprise d'alcool, de stupéfiants ou de médicaments qu'il l'en empêcherait.

ARTICLE 36: SANCTIONS & INDEMNISATIONS

En cas de casse de sprinkler ou d'usage abusif de d'extincteurs, la société facturera au contrevenant, en sus du prix du stationnement, le paiement des coûts engendrés mais également tout dommage qu'elle pourrait avoir encouru de son fait. Ces dommages peuvent inclure l'intervention des Services Secours et Incendie qui viennent systématiquement quittance les alarmes et la perte de chiffre d'affaires. Elle se réserve le droit de porter plainte pénale (dommage à la propriété).

En cas de capacité de conduite manifestement réduite, la société se réserve le droit de dénoncer à l'autorité compétente tout véhicule en mouvement dont le conducteur lui semble constituer un danger pour autrui.

En cas de violation grave ou d'infractions répétées, la société se réserve le droit de prononcer immédiatement à son encontre une interdiction d'accès aux Parkings d'une durée maximum de 3 ans.



En cas de violation de cette interdiction, la société pourra déposer plainte pénale pour violation de domicile.

8. SECURITE - INCIDENTS

ARTICLE 37: DÉCOUVERTE D'UN DANGER OU D'UN SINISTRE

En cas de découverte d'un risque d'incendie ou d'incendie, il faut :

1. Donner l'alarme en appuyant sur l'un des boutons poussoirs (d'alarme incendie) relié au Service d'Incendie et de Secours de la ville (verre à casser) ;
2. Téléphoner aux sapeurs-pompiers (118) ;
3. Téléphoner au centre de contrôle (022 316 08 50).

ARTICLE 38: EVACUATION DES LIEUX

En cas de sinistre, les usagers doivent se conformer rigoureusement aux indications données par la signalisation spécifique, ainsi qu'aux éventuelles instructions diffusées par haut-parleur, ou données par le personnel en opération.

Il est impératif que chacun quitte les locaux à pied par les voies les plus rapides en empruntant les issues de secours, après avoir stationné son véhicule sans entraver la circulation. Il est interdit de tenter de sortir avec son véhicule, sauf autorisation expresse du personnel de contrôle.

ARTICLE 39: ESCALIERS & ASCENSEURS

Les passages devant les escaliers et les ascenseurs doivent rester libres de toute entrave.

Les ascenseurs peuvent être arrêtés pour des raisons de maintenance ou de sécurité.

ARTICLE 40: INTERDICTION TEMPORAIRE D'ACCÈS

En fonction de la nature des dangers encourus par les usagers, l'accès des Parkings peut être interdit temporairement. Il en est de même en cas d'exercices de sécurité.

ARTICLE 41: CONTRÔLE DES USAGERS

Le personnel des Parkings intervient dans le cadre de la gestion d'incidents. Sur demande, il appartiendra aux usagers de présenter leur ticket horaire ou la carte d'accès aux Parkings, le permis de circulation du véhicule ainsi que l'attestation de location de voiture le cas échéant. Le personnel peut également demander une pièce d'identité afin de pouvoir effectuer le suivi de l'incident en bonne et due forme.

9. ACCES HORAIRE

ARTICLE 42: DURÉE DE STATIONNEMENT

Le contrôle de la durée de stationnement ainsi que la perception des taxes correspondantes sont assurés par un appareillage automatique.

ARTICLE 43: DÉLAI DE SORTIE IMMÉDIATE

Le ticket prélevé à la borne d'entrée, et non inséré aux caisses automatiques, permet de ressortir gratuitement des Parkings dans un laps de temps de 10 minutes au-delà duquel la tarification journalière entre en vigueur.



ARTICLE 44: UTILISATION DU TICKET HORAIRE

Le ticket prélevé à la borne d'entrée doit être manipulé avec soin et conservé sur soi. Avant de reprendre le véhicule, il sera introduit dans l'une des caisses automatiques situées aux entrées réservées aux piétons pour effectuer le paiement du stationnement.

Le ticket horaire n'est pas transmissible.

ARTICLE 45: TARIFICATION HORAIRE & PAIEMENT

Le stationnement est payant selon les tarifs en vigueur en francs suisses (CHF), affichés dans les Parkings, et publiés sur le site www.parkgest.ch. Le prix doit en être acquitté avant le départ du véhicule.

La tarification du stationnement effectif apparaît sur la caisse automatique en francs suisses CHF affiché dans les Parkings. Le montant indiqué peut être réglé en CHF (pièces, et coupures de billets ayant cours légal, affichés sur la caisse automatique) ou en € (coupures de billets ayant cours légal, affichés sur la caisse automatique). Le rendu des paiements en € s'effectue exclusivement en CHF. Le paiement peut également être effectué au moyen des cartes EC, et de crédit agréés.

Le paiement peut se faire exceptionnellement au centre de contrôle.

ARTICLE 46: PERTE DU TICKET HORAIRE D'ENTRÉE

En cas de perte du ticket horaire d'entrée, l'utilisateur doit s'annoncer ou se présenter au centre de contrôle en précisant l'heure de l'entrée du véhicule, le numéro de plaque d'immatriculation et le numéro de la case de stationnement.

Le coût minimum de stationnement est fixé à CHF 30.--.

La liste des relevés d'immatriculation pourra toutefois servir de base à la perception d'un montant supérieur par le personnel du centre de contrôle.

Aucun remboursement ne peut être octroyé.

ARTICLE 47: PERTE DU TICKET HORAIRE DE SORTIE

Un ticket de sortie est un ticket d'entrée validé par un paiement aux caisses automatiques ou aux caisses manuelles.

En cas de perte du ticket horaire de sortie, l'utilisateur doit s'annoncer ou se présenter au centre de contrôle en précisant l'heure de l'entrée du véhicule, le numéro de plaque d'immatriculation et le numéro de la case de stationnement.

Le coût minimum de stationnement est fixé à CHF 30.--.

La liste des relevés d'immatriculation pourra toutefois servir de base à la perception d'un montant supérieur par le personnel du centre de contrôle.

Le remboursement peut être octroyé sous 7 jours sur présentation dudit ticket perdu payé mais finalement retrouvé et de la quittance du paiement supplémentaire effectué.

ARTICLE 48: QUITTANCE DE PAIEMENT DE TARIFICATION HORAIRE

Une quittance de paiement de tarification horaire est disponible sur demande par le biais des caisses automatiques. Une quittance de paiement de tarification horaire est également disponible sur demande pour tout paiement auprès du centre de contrôle.



En cas d'oubli ou de perte de la quittance provenant de la caisse automatique, un double peut être établi auprès du centre de contrôle uniquement sur présentation du ticket de sortie. Aucun double ne sera établi pour des véhicules ayant quitté les Parkings.

Dans tous les cas, une quittance de paiement ne peut faire office de ticket de sortie.

ARTICLE 49: INCAPACITÉ DE PAIEMENT

Seules les personnes à même d'assumer le coût prévisionnel du ticket horaire peuvent stationner un véhicule dans les Parkings.

En cas d'incapacité de paiement du prix de stationnement suite à une perte ou un vol enregistré par la police, le centre de contrôle peut, sur présentation des documents y relatifs, émettre exceptionnellement un ticket de sortie et facturer le client ultérieurement. Cette facture est payable dès réception.

L'usager sans ticket de sortie ne doit pas bloquer de manière intempestive la sortie des autres véhicules et doit le cas échéant se conformer aux instructions qui pourraient lui être données.

ARTICLE 50: DÉLAI DE CARENCE

La sortie doit avoir lieu dans les 20 minutes suivant l'émission du ticket de sortie par la caisse automatique. Dépassé ce temps, la tarification journalière entre de nouveau en vigueur. Le montant complémentaire doit être acquitté aux caisses automatiques ou au centre de contrôle.

Les Parkings se réservent le droit d'allonger ce délai de carence en fonction des circonstances.

ARTICLE 51: SANCTIONS & INDEMNISATIONS

En cas de non-paiement, couplé à une immobilisation non annoncée du véhicule dans le Parking au-delà de 30 jours (cf. article 20), la société se réserve le droit de faire évacuer ledit véhicule au frais du client. Elle facturera au client le prix du stationnement et le paiement des coûts engendrés.

En cas d'acte se traduisant par le non-paiement du montant dû ou toute tentative visant ce but, la société facturera au contrevenant, en sus du prix du stationnement, le paiement des coûts engendrés mais également tout dommage qu'elle pourrait avoir encouru de son fait. Elle se réserve le droit de porter plainte pénale (obtention frauduleuse de prestations, voire dommage à la propriété).

Ces actes peuvent être, notamment :

- L'utilisation de pièces autres que CHF ou de coupures de billets autres que CHF et €, pour valider le paiement d'un ticket horaire aux caisses automatiques et obtenir un ticket horaire de sortie ;
- Sur un parcage de deux véhicules, l'inversion entre les deux tickets horaires ou entre un ticket horaire et un abonnement afin de sortir un véhicule sur un temps de parcage minimal, voire gratuit (délai de carence) ;
- La perte prétendue du ticket horaire pour sortir un véhicule sur la base du tarif du ticket perdu ;
- L'utilisation d'un ticket horaire d'un autre usager.

Dans le cas d'un blocage intempestif des autres usagers, la société se réserve le droit de porter plainte pour contrainte.

En cas de violation grave ou d'infractions répétées des règles mentionnées dans le chapitre ci-dessus, la société se réserve le droit de prononcer immédiatement à son encontre une interdiction d'accès aux Parkings d'une durée maximum de 3 ans. En cas de violation de cette interdiction, la société pourra déposer plainte pénale pour violation de domicile.



10. ACCES PERMANENT

ARTICLE 52: SERVICE COMMERCIAL

Les automobilistes désireux d'obtenir un droit d'accès permanent peuvent contacter le service commercial mentionné in fine des présentes conditions générales.

ARTICLE 53: ATTRIBUTION DU DROIT D'ACCÈS PERMANENT À UNE PERSONNE MORALE

Les informations suivantes sont requises lors de la demande d'un droit d'accès permanent par une personne morale (société) :

Société	Bénéficiaire de la carte	Immatriculation véhicules du bénéficiaire
Raison sociale	Nom	Plaques #1
Nom du contact	Prénom	Plaques #2
Prénom du contact	Adresse	Plaques #3
Adresse	Téléphone fixe	
Téléphone fixe du contact	Téléphone mobile	
Téléphone mobile du contact	Courriel	
Courriel du contact		

L'adresse courriel et le téléphone mobile sont facultatifs. Ils sont néanmoins fortement conseillés pour pouvoir aviser les clients de tout incident éventuel concernant le véhicule stationné ou l'accessibilité aux Parkings (p.ex. travaux, manifestations).

Toute modification doit être communiquée sans délai au service commercial.

ARTICLE 54: ATTRIBUTION DU DROIT D'ACCÈS PERMANENT À UNE PERSONNE PHYSIQUE

Les informations suivantes sont requises lors de la demande d'un droit d'accès permanent par une personne physique :

Bénéficiaire de la carte	Immatriculation véhicules du bénéficiaire
Nom	Plaques #1
Prénom	Plaques #2
Adresse	Plaques #3
Téléphone fixe	
Téléphone mobile	
Courriel	



L'adresse courriel et le téléphone mobile sont facultatifs. Ils sont néanmoins fortement conseillés pour pouvoir aviser les clients de tout incident éventuel concernant le véhicule stationné ou l'accessibilité aux Parkings (p.ex. travaux, manifestations).

Toute modification doit être communiquée sans délai au service commercial.

ARTICLE 55: USAGE DE LA CARTE OU DU BADGE D'ACCÈS PERMANENT

L'usage de la carte ou du badge est strictement limité aux véhicules titulaires des plaques d'immatriculation communiquées au service commercial. Il est interdit de la/le céder ou de la/le mettre à la disposition du possesseur d'un véhicule dont la plaque d'immatriculation n'est pas enregistrée, sauf dérogation expresse dûment justifiée auprès du service commercial.

La carte et le badge d'accès permanent disposent d'un numéro qu'il conviendra de rappeler lors de toute communication.

La carte ou le badge d'accès doit être placé de manière très visible dans le véhicule afin que les collaborateurs de PARKGEST puissent offrir le maximum de services.

ARTICLE 56: ACCÈS PERMANENT SUR UN CRÉNEAU HORAIRE LIMITÉ

La carte / le badge d'accès permanent de jour permet de stationner le véhicule de 06h00 à 21h00. Dépassé ces limites temporelles, la tarification de jour entre de nouveau en vigueur. Le montant complémentaire doit être acquitté aux caisses automatiques ou au centre de contrôle.

La carte / le badge d'accès permanent de nuit permet de stationner le véhicule de 18h00 à 09h00, les week-ends et les jours fériés. Dépassé ces limites temporelles, la tarification de jour entre de nouveau en vigueur. Le montant complémentaire doit être acquitté aux caisses automatiques ou au centre de contrôle.

ARTICLE 57: ACCÈS PERMANENT AVEC UN EMPLACEMENT RÉSERVÉ

Les automobilistes désireux d'obtenir un emplacement réservé au niveau -4 du Parking Plantamour doivent s'adresser auprès du contrôleur sur place. Des frais de mise en place de la signalétique sont facturés et dus en même temps que le premier paiement mensuel.

Dans le cas de non disponibilité de places, une liste d'attente est mise en place.

ARTICLE 58: ACCÈS PERMANENT SUR UNE DURÉE DÉTERMINÉE

Il est possible d'acquérir auprès du service commercial un droit d'accès permanent pour une durée déterminée en fonction de circonstances particulières. La durée minimale est d'une semaine et la durée maximale d'un mois, renouvelable. Le prix de la carte d'accès permanent pour une durée déterminée est payable à réception et non remboursable.

Dans le cadre d'un événement spécifique, il est également possible d'acquérir un lot de ce type d'accès permanent pour une durée courte (p.ex. quelques heures). Les cartes dudit lot non utilisées ne sont pas remboursables.

ARTICLE 59: ACCÈS NON PRIORITAIRE

Sauf exception, la souscription d'un droit d'accès permanent ne garantit pas la mise à disposition d'une case de stationnement et n'assure aucune priorité en cas d'affluence. Si les Parkings sont complets, le titulaire de la carte / du badge d'accès permanent ne pourra prétendre à un remboursement, même partiel, de celle-ci.



ARTICLE 60: TARIFICATION DE L'ACCÈS PERMANENT & PAIEMENT

Les tarifs sont affichés près des caisses automatiques et au centre de contrôle ainsi que sur le site www.parkgest.ch.

Un dépôt de CHF 50,-- non rémunéré est demandé lors de la remise de la carte ou du badge. Il est destiné à couvrir la valeur de celle-ci et sera uniquement rendu lors de sa restitution en bon état.

En fin de chaque année, la société communique aux titulaires des droits d'accès permanent l'éventuel rabais qui leur est octroyé en cas de paiement intégral du prix annuel avant le 15 janvier.

Alternativement, le paiement peut être effectué mensuellement, avec une date de valeur au plus tard le 3 de chaque mois.

En cas de paiement tardif, la carte d'accès est bloquée sans mise en demeure. Un ticket horaire de sortie peut être exceptionnellement remis par le centre de contrôle pendant un maximum de 3 jours consécutifs. A partir du 4^{ème} jour, le prix du ticket horaire sera entièrement dû. La carte est débloquée après paiement.

ARTICLE 61: QUITTANCE DE PAIEMENT DE L'ACCÈS PERMANENT

Une quittance de paiement d'accès permanent est disponible sur demande au service commercial.

ARTICLE 62: CARTE OU BADGE D'ACCÈS PERMANENT ÉGARÉ/E OU VOLÉ/E

Le titulaire d'une carte ou d'un badge d'accès permanent perdu/e ou volé/e doit en informer le service commercial de la société qui bloquera l'accès et remettra une nouvelle carte / un nouveau badge après paiement d'un nouveau dépôt de CHF 50,--.

ARTICLE 63: CARTE OU BADGE D'ACCÈS PERMANENT OUBLIÉ/E

Le titulaire d'une carte ou d'un badge d'accès permanent oublié/e peut exceptionnellement recourir à l'usage d'un ticket horaire. Il devra en informer le centre de contrôle, en mentionnant son numéro de carte ou de badge, qui à titre exceptionnel et au maximum 3 fois par mois, annulera le montant dû et autorisera la sortie du véhicule. A partir de la 4^{ème} fois, le prix du ticket horaire sera entièrement dû. Si pendant la même période la carte ou le badge est utilisé/e, le prix du ticket horaire sera entièrement dû.

ARTICLE 64: RÉSILIATION

Toute résiliation du droit d'accès permanent devra être notifiée par écrit, pour la fin d'un mois avec un mois de préavis.

ARTICLE 65: SANCTIONS & INDEMNISATIONS

En cas de retards réitérés de paiement, ou de rupture de contrat hors délai, la société facturera au contrevenant le paiement des coûts engendrés. La société se réserve le droit de résilier le droit d'accès permanent avec effet immédiat et sans remboursement prorata temporis.

En cas de non-paiement, couplé à une immobilisation non annoncée du véhicule dans les Parkings au-delà de 30 jours (cf. article 20), la société se réserve le droit de faire évacuer ledit véhicule au frais du client. Elle résiliera le droit d'accès permanent et facturera au client le prix du stationnement et le paiement des coûts engendrés.

En cas d'utilisation abusive de la carte, la société facturera au contrevenant, le paiement des coûts engendrés. Elle se réserve le droit de porter plainte pénale (obtention frauduleuse de prestations).

En cas de violation grave ou d'infractions répétées des règles mentionnées dans le chapitre ci-dessus, la société se réserve le droit de prononcer immédiatement à son encontre une interdiction



d'accès aux Parkings d'une durée maximum de 3 ans. En cas de violation de cette interdiction, la société pourra déposer plainte pénale pour violation de domicile.

11. PROTECTION DES DONNEES

ARTICLE 66: DROIT APPLICABLE

Les données personnelles des usagers sont traitées conformément aux dispositions de la loi fédérale sur la protection des données (LPD) ou de la loi genevoise sur l'information du public, l'accès aux documents et la protection des données personnelles (LIPAD), selon que les Parkings sont soumis à l'une ou à l'autre de ces réglementations.

ARTICLE 67: VIDÉOSURVEILLANCE

Les Parkings sont équipés d'un système de vidéo surveillance relié au centre de contrôle. Les enregistrements sont traités conformément aux exigences de la Loi sur la protection des données (LPD). Les données peuvent être visionnées en direct par le centre de contrôle et sont également enregistrées.

Un règlement interne précise les conditions du traitement de ces données. Toute personne concernée peut par ailleurs obtenir des informations auprès du centre de contrôle (cf. chapitre 14).

ARTICLE 68: AUDIOPHONIE

En cas de demande d'assistance, des interphones utilisables 24 heures sur 24 sont à disposition des usagers sur toutes les installations de péage-comptage (entrée, sorties, caisses automatiques).

Afin d'améliorer la qualité de service, les communications peuvent être enregistrées. Toutefois, ces données sont systématiquement détruites au bout de 180 jours.

ARTICLE 69: DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Les informations communiquées dans le cadre d'une demande d'attribution de droit d'accès permanent (cf. articles 53 & 54) pourront être utilisées, sauf refus express de l'utilisateur, dans le seul but de vous informer et de vous proposer des services concernant les Parkings de notre Groupe, et ce conformément à la Loi fédérale sur la protection des données (LPD).

ARTICLE 70: CARTES BANCAIRES

Les données relatives aux cartes bancaires (de débit ou de crédit) ne sont pas stockées dans les serveurs du Parking. Ces données sont chiffrées et échangées entre l'utilisateur et l'institution financière en charge du traitement des transactions.

12. RESPONSABILITES

ARTICLE 71: RESPONSABILITÉS DE LA SOCIÉTÉ

L'accès d'un véhicule aux Parkings donne droit exclusivement à l'usage d'une case de stationnement et ne constitue pas le dépôt d'une chose confiée.

La société prend les mesures qu'elle juge proportionnées en vue d'assurer la sécurité des personnes et des biens. Elle ne saurait être tenue pour responsable des dommages causés par des tiers (p.ex. incendies de véhicules, heurts par autres véhicules, vols, éventuelles agressions, etc.) ou par des phénomènes à caractère naturel ou par des cas de force majeure (incendie, gel, inondation, neige, tempêtes, grèves, émeutes - cette liste étant énonciative et non limitative -).



ARTICLE 72: RESPONSABILITÉS DES USAGERS

Les véhicules stationnés dans les Parkings se trouvent sous l'entière responsabilité de leur propriétaire ou de leur conducteur.

13. ASPECTS COMPTABLES & JURIDIQUES

ARTICLE 73: RÈGLES DE FACTURATION ET DE PAIEMENTS

Les factures sont payables sur les bases suivantes :

	Echéance	Frais
Facture initiale	20 jours	--
Rappel #1	10 jours	--
Rappel #2	10 jours	CHF 20
Rappel #3	10 jours	CHF 50

Si le rappel #3 n'est pas réglé en temps voulu, la facture est mise en recouvrement en vue de mise aux poursuites.

ARTICLE 74: DROIT APPLICABLE & FOR

Le droit suisse est seul applicable aux présentes conditions générales.

Pour tout litige relatif à l'interprétation ou à la mise en œuvre des présentes conditions générales, les parties reconnaissent expressément la compétence exclusive des tribunaux du Canton de Genève (sous réserve de recours au Tribunal Fédéral).

14. CONTACTS

	Service commercial	Centre de contrôle
Téléphone	+41 (0)22 316 08 84	+41 (0)22 316 08 54
Adresse courriel	parkingkempinski@parkgest.ch	
Adresse	Place du Molard 3 CP 3523 CH 1211 Genève 3	Parking du Pont du Mont-Blanc Quai Général-Guisan CP 3523 CH 1211 Genève 3
Heures d'ouverture	Lundi, mardi, mercredi & jeudi : 8 :00-12 :00 & 13 :30-17 :00 Vendredi : 8 :00-17 :00 Fermé les samedis & dimanches	24 heures sur 24 7 jours sur 7
Web	www.parkgest.ch	